

ENERGIE ET ENVIRONNEMENT

Energies renouvelables

La baisse du prix de l'électricité, en raison du confinement, remet en cause les « accords d'achat d'électricité » (dits Power Purchase Agreement, PPA) et pèse indirectement sur le développement des énergies renouvelables. Ces contrats d'achat d'énergie à long terme offrent la possibilité aux grands consommateurs de se prémunir contre la volatilité des prix de l'énergie grâce à une visibilité à long terme sur leur facture. Ils contribuent au développement des énergies renouvelables, en évitant le recours aux subventions publiques. Avec la baisse du prix de l'électricité, les PPA sont devenus plus chers que les prix du marché, avec comme conséquence que "les négociations pour de futurs contrats ont cessé et les tentatives pour rompre les PPA en vigueur se multiplient".

Fin mars, Iberdrola a émis des obligations vertes d'une valeur de 750 M€. Il s'agit de la première émission de dette de grande ampleur par une grande société cotée espagnole depuis la déclaration de l'état d'alerte (14 mars dernier). Le montant de l'émission sera utilisé pour financer ou refinancer des projets éoliens renouvelables en Espagne, au Royaume-Uni et au Mexique, ainsi que des projets photovoltaïques au Mexique.

En raison de la crise sanitaire, le secteur des énergies renouvelables est paralysé à l'exception des activités d'entretien du parc et de production d'électricité. Jusqu'à la fin de la période de « confinement renforcé » de l'état d'alerte (dont le Président du gouvernement espagnol Pedro Sanchez a indiqué qu'elle s'étendait jusqu'au 9 avril inclus), les salariés des secteurs jugés non essentiels ne peuvent se rendre sur leur lieu de travail, et le secteur de la construction est momentanément paralysé, conduisant au gel des travaux de construction de nouveaux parcs renouvelables. Le décret définissant cette liste d'activités essentielles à la bonne marche du pays (*Real Decreto Ley 10/2020 du 29 mars 2020*), mentionne plusieurs exceptions notamment : la production d'électricité, l'industrie électro-intensive, les services de maintenance du parc renouvelable, de production de composants nécessaires pour cette maintenance, afin d'éviter les accidents et d'endommager les installations.

Nouvelle chute de la consommation électrique en Espagne. Avec l'entrée en vigueur des nouvelles mesures de confinement le 29 mars dernier, la consommation moyenne d'électricité du pays (26 400Gwh) a enregistré une chute de 6% par rapport aux deux semaines précédentes (28 200Gwh) et de 15% par rapport au début de l'état d'alerte le 14 mars dernier (33 000Gwh).

Nucléaire

Les rechargements en combustible des centrales nucléaires sont différés en raison du COVID-19. L'approvisionnement de la centrale nucléaire d'Almaraz qui devait avoir lieu le 29 mars, a été différé, à une date où les "conditions sociales et sanitaires" le permettront. La centrale nucléaire de Trillo, en coordination avec le Conseil de Sûreté Nucléaire (CSN), a commencé à analyser les différents scénarios en vue du possible report du ravitaillement, prévu à partir du 9 mai prochain. Cette centrale maintient son niveau de production d'électricité malgré l'absence ou le travail à distance de 75% de ses salariés (650 au total). Le site d'Almaraz, quant à lui, a adopté des mesures spéciales de sécurité afin d'éviter tout risque d'infection : la direction de cette centrale (située dans la région d'Estrémadure, entrée en service en 1973, exploitant deux réacteurs de 1045MW), a annoncé la mise en place de contrôles de température afin de détecter d'éventuels cas positifs au COVID-19 parmi ses employés : toute personne enregistrant une température corporelle de plus de 37,3 degrés est interdite d'accès à l'enceinte de la centrale.

Depuis le 20 mars, l'armée a remplacé la Guardia civil au poste de surveillance des centrales nucléaires sauf pour les deux centrales catalanes (Ascó et Vandellós). Afin de garantir la sécurité des centrales d'Almaraz, Trillo et Cofrentes, des soldats ont été formés pour assurer la surveillance contre le sabotage et les actes terroristes. Cette charge incombe habituellement à la Guardia civil sauf en Catalogne. L'objectif est de libérer une partie des forces de sécurité publique habituellement affectées à cette tâche afin qu'elles puissent se consacrer aux autres mesures dédiées à la lutte contre l'épidémie (notamment contrôles routiers et du respect du confinement par la population).

Environnement

L'Espagne adresse à la Commission européenne une nouvelle version de son Plan National Intégré Energie Climat (PNIEC). Le gouvernement espagnol a adopté en Conseil des ministres, mardi 31 mars, une nouvelle version de son PNIEC, intégrant les commentaires émis par la Commission européenne sur la version remise en février 2019. Des objectifs très ambitieux sont maintenus pour le pays : une réduction des émissions de GES (gaz à effet de serre) de 23% par rapport à 1990, une amélioration de l'efficacité énergétique de 39,5% d'ici 2030, un objectif de 42% de renouvelables dans le mix d'énergie finale (17% à ce jour), de 74% dans le mix électrique (36,8% en 2019) et une décarbonation complète du mix électrique à l'horizon 2050. Selon le gouvernement, l'atteinte de ces objectifs aurait un impact positif sur le PIB de +1,8% et devrait assurer la création de 250 000 à 350 000 emplois/an dont 30% dans les secteurs des énergies renouvelables (ENR) et 28% pour les secteurs liés à l'efficacité énergétique. Sur les 242 Md€ d'investissements nécessaires pour assurer cette transition, le secteur privé devrait en assumer 80 % selon les prévisions de l'exécutif.

TRANSPORT ET INDUSTRIE

Transports

Ton grave et solennel de la part de M. Abalos, ministre des transports, de la mobilité et de l'agenda urbain, lors de la conférence de presse dominicale du 5 avril, prélude d'une semaine-clé où l'exécutif doit demander, au parlement, la prolongation de l'état d'alerte jusqu'au 26 avril. Le ministre a souligné le caractère exceptionnel de la situation, qui oblige son ministère à agir à l'encontre de sa vocation, à savoir faciliter la mobilité, qui est aujourd'hui "une menace qu'il convient de restreindre". Ces mesures de confinement sont sans précédent dans l'histoire démocratique espagnole selon le ministre, qui a rappelé que 84 actions ont été entreprises sous son égide depuis le début de la crise : 35 concernant les voyageurs, 36 concernant les marchandises, 9 pour limiter l'impact économique de la crise sanitaire et 4 dans le domaine social. Il a rendu hommage aux transporteurs routiers qui continuent d'assurer l'approvisionnement des biens essentiels à la vie du pays, notamment les médicaments à destination des hôpitaux pendant cette première semaine d'avril, "semaine sainte" de congés traditionnellement consacrée aux célébrations religieuses. Il a souligné la quasi paralysie du pays en citant les chiffres de réduction très significative des différents trafics : -98% du trafic ferroviaire de moyenne et longue distance ; -94% pour les trains de banlieue ; -96% pour les autobus inter-urbains ; -92% pour l'aérien et -83% pour le trafic de véhicules légers. Les déplacements sont dorénavant limités aux trajets domicile-travail pour les activités dites essentielles, la mobilité sanitaire et les micro-déplacements aux alentours du domicile.

Le ministère du transport, de la mobilité et de l'agenda urbain a confirmé le caractère essentiel du transport de marchandises pendant l'état d'alerte. Malgré cette volonté de préserver le fret et le dynamisme des livraisons de produits de base, la demande de transport a chuté dans l'ensemble de 30%. Parmi les principales mesures réglementaires prises pour soutenir le transport routier de marchandises et préserver la santé de ses salariés :

- les stations-service qui disposent de toilettes doivent faciliter leur utilisation par les chauffeurs routiers. De même, les centres logistiques disposant de ce type d'installation doivent faciliter, dans la mesure du possible, leur utilisation par des chauffeurs professionnels qui y effectuent des opérations ;

- la durée de la période de conduite quotidienne pourra être prolongée dans le respect des exigences sur les pauses quotidiennes et hebdomadaires, c'est-à-dire que les limites journalières de 9 heures et de 10 heures (deux fois par semaine) sont suspendues ;
- toutes les pauses hebdomadaires peuvent être d'au moins 24 heures, sans compensation. Le conducteur est également autorisé à prendre son repos hebdomadaire normal dans le véhicule, du moment que ce dernier est suffisamment équipé et garé dans un parking ;
- deux personnes au maximum sont autorisées en cabine d'un véhicule ;
- prolongation de la validité des cartes de qualification de conducteur (certificat d'aptitude professionnelle), jusqu'à 120 jours plus tard après la fin de l'état d'alerte ou de ses extensions, avec une possibilité de 30 jours supplémentaires ;
- les ateliers de réparation et d'entretien de véhicules automobiles sont autorisés à ouvrir, ainsi que les établissements d'activités connexes pour la vente de pièces et d'accessoires ;
- réquisition d'établissements touristiques afin d'offrir une solution de logement et de restauration aux salariés des entreprises de transport. Des cartes pour localiser ces établissements avec leurs horaires d'ouverture sont disponibles sur les sites ministériels suivants :

<https://www.mincotur.gob.es/es-es/COVID-19/Paginas/Mapa-Hoteles.aspx>

<https://www.mitma.gob.es/transporte-terrestre/punto-de-informacion-de-servicios-de-restauracion>

Le secteur du transport routier réclame au gouvernement espagnol d'implanter des « couloirs verts ».

Malgré le ralentissement de l'activité économique, le transport de marchandises reste crucial pour assurer la fourniture d'équipements sanitaires, des médicaments et de la nourriture. À cet égard, les associations professionnelles demandent au gouvernement espagnol de suivre les orientations de la Commission européenne et de mettre en œuvre les « couloirs verts », avec l'objectif de réduire les temps d'attente aux frontières à 15 minutes. Le secteur insiste également sur le fait que les contrôles et inspections doivent être proportionnés et réalisés "seulement si nécessaire".

Le constructeur ferroviaire Talgo travaille actuellement avec l'opérateur historique Renfe sur la médicalisation des rames pour les voyageurs, destinées au transfert de patients Covid19 en cas de besoin : trois trains stationnés à Madrid, fournis par Talgo, sont aménagés afin de répondre à toute demande des autorités sanitaires espagnoles.

Les salariés des entreprises de transport réclament d'urgence des équipements de protection et de sécurité. Par arrêté ministériel en date du 20 mars, le gouvernement espagnol s'était engagé à fournir plus de 4 millions de masques au transport routier (ordonnance TMA/263/2020). Plus de dix jours après la publication de ce texte, aucune distribution n'a été effectuée même si un premier arrivage de masques d'origine chinoise a été réparti auprès des équipes sanitaires et des personnels des grandes entreprises publiques (Renfe l'opérateur ferroviaire historique, Adif le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire, Aena en charge de la gestion des aéroports, Enaire pour le contrôle aérien, etc.).

Les ports espagnols, répertoriés comme « services essentiels », fonctionnent normalement pour le trafic de marchandises, afin d'assurer la chaîne d'approvisionnement. Des mesures telles que le report du règlement des taxes ou l'arrêt de l'exigence d'un trafic minimal sont appliquées pour atténuer l'impact économique. Ces infrastructures sont exploitées sur terre comme en mer dans le respect du protocole d'action pour limiter la diffusion du Covid-19.

Les deux principaux aéroports espagnols (Madrid et Barcelone) voient leur activité fortement limitée. Sur l'aéroport de Barcelone-El Prat, toutes les opérations sont concentrées sur le terminal 1 tandis que seul le terminal 4 fonctionne à Adolfo Suarez-Madrid Barajas. Par ailleurs, le gestionnaire AENA a donné aux compagnies aériennes un délai de six mois, sans intérêt, pour le paiement des taxes de stationnement des avions.

Industrie

302 265 nouveaux chômeurs en mars 2020, le pire chiffre mensuel jamais enregistré en Espagne dont plus de 25 000 dans l'industrie, selon les chiffres du ministère du travail (l'ancien record de janvier 2009 s'élevait à 198 838 chômeurs). Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 9,3 % par rapport au mois de février. A fin mars, le nombre total de chômeurs en Espagne atteint 3,55 millions (par rapport aux 3,19 millions de fin 2019 – soit un taux de chômage de 13,78% - en forte réduction depuis quelques années). Tous les secteurs sont concernés : notamment celui des services avec 206 016 chômeurs supplémentaires, mais aussi la construction (+59 551 chômeurs ; +22,9%), l'industrie (+25 194 ; +9,1 %) et l'agriculture (+6 520 ; +4,3 %). Les deux tiers des emplois perdus correspondent à des CDD. Le choc sur le marché de l'emploi se reflète aussi dans les chiffres d'affiliation à la sécurité sociale : une perte totale de 833 979 affiliés en mars 2020.

Effondrement des immatriculations de voitures particulières en Espagne en mars (37 644 ; -69%), mais la situation pourrait s'aggraver dans les mois prochains avec une chute attendue de -90% (seulement 300 immatriculations par jour). La baisse est aussi significative sur les autres segments : 6 703 véhicules utilitaires (-67,2 %) ; 1 321 véhicules et autobus industriels (-36,8 %). Bilan du premier trimestre de cette année, tous segments confondus, la chute moyenne est de -31 %. En mars 2020, l'ANFAC (association espagnole des constructeurs d'automobiles et de camions) a présenté au gouvernement son plan « Automobile 2020-2040 : vers une mobilité durable », une feuille de route proposée aux pouvoirs publics pour faire face au « plus grand défi du secteur de toute son histoire » : la décarbonation du parc et la transition énergétique, nécessitant selon l'association des investissements de 54 Md€ sur les 20 prochaines années. Mais ces propositions n'ont pas eu l'occasion de prospérer dans le débat public en raison du brutal coup d'arrêt économique dû au Covid-19 : la production de véhicules a chuté de 60 % en mars après une croissance pour les deux premiers mois de l'année de 1,4%, soit une perte d'environ 157 000 unités. Renault Espagne a présenté un dossier de chômage partiel pour 11 649 employés sur 14 000. Le fabricant français a décidé d'arrêter la production dans ses quatre usines espagnoles. Le coronavirus a aussi affecté le secteur de la distribution automobile avec 5000 licenciements, conséquence d'un effondrement du chiffre d'affaires des ateliers et des ventes de véhicules d'occasion. Le confinement pendant un mois pourrait mettre en danger environ 25 000 emplois sur l'année 2020, soit 7% du nombre total des vendeurs et des réparateurs. Les prochains mois vont être décisifs pour un secteur-clé de l'économie espagnole (10 % du PIB, 9 % de la population active, 18 % des exportations du pays, 17 usines de production appartenant à neuf constructeurs différents), qui joue maintenant sa survie, en plus de l'important défi de la transition écologique auquel le secteur était déjà confronté.

Mercadona, leader de la distribution alimentaire en Espagne (25% de part de marché, le triple de son concurrent immédiat Carrefour), obtient une ligne de crédit de 2,1 Md€ auprès de Bankia, CaixaBank, BBVA et Santander, qui y contribueront à hauteur d'environ 500 M€ chacun. L'objectif est de garantir les paiements des fournisseurs dans un contexte de difficulté extrême en raison de la chute de l'activité : le délai moyen de paiement de Mercadona est de 43 jours. La société espagnole a clôturé 2019 avec un chiffre d'affaires brut de 25,5 Md€, en hausse de 5%. Malgré d'importants investissements pour le déploiement *on line*, Mercadona a réalisé un EBITDA de 1,26 Md€ soit une croissance annuelle de 5,4%.

Coca-Cola European Partners (CCEP) : pas de chômage partiel en Espagne pour leurs 4 300 salariés et une prime extraordinaire de 500€ pour ceux qui resteront en activité dans les usines et dans le réseau commercial à partir du 1^{er} avril. Contrairement à une communication précédente de CCEP et malgré la fermeture des hôtels, restaurants et cafés, le groupe a décidé, par ces mesures, de sécuriser son image de marque.

Le coronavirus entraînerait une perte de 55 Md€ pour le tourisme espagnol

Les professionnels du tourisme espagnol, représentés par Exceltur, évaluent à 32 % l'impact de la crise sanitaire sur le chiffre d'affaires, soit une perte de 55Md€, en raison notamment des conséquences sur la haute saison estivale. Plus précisément, le lobby touristique confirme que le chiffre d'affaires est déjà tombé à pratiquement zéro ces derniers jours à travers le pays, "avec une visibilité minimale à sa reprise dans les mois à venir, du jamais vu auparavant". Les mesures visant à restreindre la mobilité, la fermeture des établissements et les opérations sanitaires ont frappé l'activité "beaucoup plus tôt et avec plus d'intensité et de vitesse" que sur tout autre secteur de l'économie espagnole. Grâce aux aides octroyées par le gouvernement espagnol, Exceltur souligne "un accent marqué et correct en faveur des plus défavorisés", mais estime encore "très réduit" l'impact de ces dispositifs pour assurer les meilleures conditions de survie et de récupération d'un secteur clé de l'économie et de la création d'emplois (12,3% du PIB et 12,7% des emplois). En 2019, l'Espagne a été la deuxième destination touristique mondiale, après la France, avec 83,7 millions de visiteurs et 92,3 Md€ de dépenses.

Le gouvernement a réquisitionné 370 hébergements touristiques, en tant que « services essentiels » à travers tout le pays pour offrir des solutions de restauration et d'hébergement aux personnels chargés d'assurer l'approvisionnement et de faire fonctionner les infrastructures critiques. Ainsi, ces établissements doivent rester disponibles pour les aidants des personnes âgées, des mineurs, des handicapés ou pour toute autre personne en situation de besoin. De même, ces logements doivent apporter une aide en termes de repos et ravitaillement aux transporteurs professionnels du fret, même s'ils n'y sont pas logés.

Madrid et Barcelone commencent à lancer leurs campagnes marketing pour se préparer à l'après Covid19. Le département du tourisme de la mairie de Madrid a conçu une campagne de communication numérique, centrée sur la relation émotionnelle avec ses visiteurs. L'objectif est de diffuser des contenus sur Madrid afin de permettre des visites virtuelles y compris pendant la période de confinement. Barcelone a lancé une campagne en ligne dans le but de donner de la visibilité à la capitale catalane et de la présenter comme une destination à privilégier dans le futur. La campagne est présentée en cinq langues : espagnol, catalan, anglais, français et mandarin.

Responsable de la publication : Shanti Bobin

Ambassade de France en Espagne
Service Économique Régional
C/ Marqués de la Ensenada, 10
28004 Madrid

Rédigé par: Alvaro Espino, Pol Faby, Sandra de Gregorio, Yasser Abdoulhousen

Abonnement/désabonnement : espagne@dgtresor.gouv.fr

Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/

Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica 



Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.

Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.